



Notice n° 24

Service phytosanitaire fédéral (SPF)

Date : 30.04.2025

Référence du dossier : BLW-540.4-7833/16 / kfp

Document et version :

MB 24 25.04

Indemnisation équitable par la Confédération au sens de l'art. 96 OSaVé

1. Conditions-cadre juridiques

Sur demande, la Confédération indemnise de manière équitable les dommages qui sont causés à l'agriculture ou à l'horticulture productrice du fait des mesures ordonnées par le Service phytosanitaire fédéral (SPF) (art. 96 de l'ordonnance sur la santé des végétaux, OSaVé, RS 916.20). Par « responsabilité selon l'équité » on entend le fait que l'État n'indemnise que la part du dommage dont on ne peut raisonnablement exiger de l'entreprise lésée qu'elle le supporte. Dans sa demande d'indemnisation, l'entreprise lésée doit donc expliquer de manière crédible pourquoi il ne peut être raisonnablement exigé d'elle qu'elle supporte le dommage (dans son intégralité). En principe, aucune indemnité n'est versée aux entreprises cantonales et communales, car il devrait être raisonnable que celles-ci supportent elles-mêmes le dommage.

Les départements fédéraux DEFR et DETEC ont édicté dans une ordonnance des critères dont l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) doit tenir compte lors de la détermination de l'indemnisation (art. 20, al. 1, OSaVé-DEFR-DETEC, RS 916.201) :

- la situation en matière d'infestation au moment où les mesures sont ordonnées ; en principe, seul le dommage direct est pris en compte pour l'indemnisation (p. ex. valeur marchande des végétaux détruits), mais pas les dommages consécutifs aux mesures ordonnées (p. ex. pertes de récolte) ;
- l'importance du dommage (elle est déterminante pour savoir si l'on peut raisonnablement exiger de l'entreprise qu'elle supporte la perte ou au moins une partie de celle-ci) ;
- les conséquences économiques du dommage pour l'entreprise (elles sont déterminantes pour savoir si l'on peut raisonnablement exiger de l'entreprise qu'elle supporte la perte ou au moins une partie de celle-ci) ;
- la présence d'autres prétentions en responsabilité ou prétentions d'assurance (le requérant doit démontrer de manière crédible que le dommage ne peut pas être couvert autrement, par exemple par un assureur ou, dans le cas de marchandises achetées, par le vendeur sur la



base de la garantie en raison des défauts de la chose ou de la garantie en raison des dommages consécutifs à un défaut) ;

- e. l'assurabilité du dommage (s'il est possible d'assurer un dommage, les entreprises qui font l'économie de la prime d'assurance ne doivent pas être favorisées par la voie de l'indemnisation par la Confédération d'un dommage survenu) ;
- f. la possibilité qu'a l'entreprise de prévenir ou de réduire le dommage (les entreprises concernées doivent limiter autant que possible un dommage ; si une entreprise contribue à l'aggravation du dommage soit en omettant des mesures, soit en agissant par négligence ou intentionnellement, il faut également en tenir compte lors de la fixation du montant de l'indemnisation éventuelle).

En outre, les règles suivantes s'appliquent :

- La Confédération n'accorde aucune indemnisation si le requérant n'a pas respecté les dispositions de la législation phytosanitaire (si, p. ex. en cas de soupçon de la présence d'un organisme de quarantaine, il a dérogé à l'obligation d'annoncer ou a acheté des marchandises soumises au régime du passeport phytosanitaire sans passeport phytosanitaire) ; les dispositions de la loi du 14 mars 1958 sur la responsabilité sont réservées (art. 96, al. 2, OSaVé).
- Les demandes d'indemnisation doivent être adressées à l'OFAG au plus tard un an après l'exécution des mesures en cause et elles doivent être motivées (art. 96, al. 3, OSaVé).
- Les indemnités sont fixées définitivement par l'OFAG selon une procédure aussi simple que possible et gratuite pour la partie lésée (c'est-à-dire qu'il n'y a pas de possibilité de recours) (art. 156 de la loi sur l'agriculture, LAg).

2. Procédure pour adresser la demande d'indemnisation à l'OFAG

2.1 Contenu de la demande d'indemnisation

La demande d'indemnisation adressée à l'OFAG en vertu de l'art. 96 OSaVé doit comporter au moins les indications suivantes :

- Brève description de l'entreprise, y compris de son domaine d'activité.
- Coordonnées du compte de l'entreprise pour le virement de l'indemnité par la Confédération.
- Documentation de l'infestation et des mesures de lutte prises (y compris photos, déroulement chronologique et bulletins de livraison / passeports phytosanitaires concernant les marchandises infestées), y compris les éventuelles mesures de décontamination, ainsi que les décisions du SPF adressées à l'entreprise (joindre des copies ou indiquer la date de la décision).
- Le montant définitif des dommages directement causés par les mesures de lutte ordonnées par le SPF (calcul effectué après la fin des mesures ordonnées) :
 - Les coûts doivent être présentés avec des justificatifs en vue de l'examen par l'OFAG (nombre et valeur marchande des végétaux détruits à titre préventif au moment où les mesures ont été ordonnées, coûts du matériel, coûts d'élimination, charges de personnel pour l'élimination et la décontamination, etc.).
 - En principe, seuls les dommages directs sont pris en considération pour l'indemnisation (par exemple, la valeur marchande des marchandises détruites ou dont la mise en circulation a été interdite au moment où les mesures ont été décidées) ; ni le prix moyen obtenu sur le marché au cours des années précédentes, ni celui qui aurait pu être obtenu à l'avenir ne sont déterminants.
 - Les coûts supportés par l'entreprise concernée pour la mise en place des mesures de lutte (p. ex. frais de personnel et de matériel pour l'élimination préventive des

marchandises et la désinfection des machines et des serres) peuvent également être indiqués dans la demande.

- Les éventuelles dépenses que l'entreprise n'a pas eues en raison des mesures de lutte doivent également être prises en compte et indiquées dans le calcul des coûts (p. ex. coûts d'emballage et d'expédition de marchandises qui n'ont pas été occasionnés du fait de la destruction des marchandises).
 - La destruction de végétaux dont il est prouvé qu'ils sont infestés ainsi que les dommages consécutifs (p. ex. pertes de récolte) ne peuvent en principe pas être indemnisés par l'OFAG¹ (ils ne doivent donc pas être pris en compte dans le calcul des coûts).
- Explication des raisons pour lesquelles l'entreprise ne peut raisonnablement pas supporter le dommage (ou une partie de celui-ci). La situation financière de l'entreprise avant le dommage et les (éventuelles) conséquences économiques du dommage pour l'entreprise doivent également y être décrites.
 - Montant de l'indemnisation que l'entreprise demande à l'OFAG.
 - Indications sur la manière dont l'entreprise a contribué à prévenir ou à réduire le dommage (p. ex. respect de l'obligation d'annoncer, prise de mesures d'hygiène, autocontrôle des marchandises achetées et produites par l'entreprise concernant les organismes de quarantaine pertinents, etc.).
 - Existence d'autres prétentions en matière de responsabilité ou d'assurance (démonstration crédible que le dommage ne peut être couvert d'une autre manière).
 - Assurabilité du dommage.

2.2 Dépôt de la demande

La demande complète doit être adressée par courrier ou par e-mail au secteur Santé des végétaux de l'OFAG :

Office fédéral de l'agriculture OFAG
Secteur Santé des végétaux
Schwarzenburgstrasse 165
3003 Berne

E-mail : phyto@blw.admin.ch

2.3 Examen et prise de décision par l'OFAG

L'OFAG examine la demande reçue conformément aux exigences juridiques décrites plus haut et prend éventuellement contact avec l'entreprise s'il a besoin d'informations supplémentaires. L'OFAG décide ensuite définitivement de l'indemnisation de l'entreprise sous la forme d'une décision.

3. Demande d'avance sur indemnité

Les demandes d'indemnisation ne peuvent être soumises à l'OFAG qu'une fois les mesures de lutte terminées, lorsque le montant des dommages peut être déterminé de manière définitive. Il peut toutefois arriver que l'entreprise concernée se retrouve dans une situation financière difficile en raison des mesures de lutte ordonnées. En tel cas, l'OFAG peut, sur demande, accorder à l'entreprise lésée une avance sur une indemnité de la Confédération.

La demande d'avance sur indemnité contient en principe les mêmes éléments que la demande d'indemnisation (cf. ch. 2.1). Toutefois, en lieu et place du montant définitif des dommages, le requérant y indiquera le montant estimé des dommages directs déjà causés par les mesures de

¹ Les marchandises dont il est prouvé qu'elles sont infestées par des organismes de quarantaine ne peuvent pas être mises en circulation et représentent une perte pour l'entreprise, même si aucune mesure officielle n'a été ordonnée.

lutte ordonnées par la Confédération ainsi que celui des dommages imminents. Sur la base de ces informations, l'OFAG fixera provisoirement le montant de l'indemnisation et versera en règle générale 80 % de ce montant à l'entreprise à titre d'avance.

4. Modèle de demande

Sur demande (à l'adresse phyto@blw.admin.ch), l'OFAG met à disposition un modèle de demande d'indemnisation.

Office fédéral de l'agriculture OFAG

sig. Peter Kupferschmied

Pour la direction du SPF